

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 DÉCEMBRE 1924.

PROJET DE LOI RELATIF AU TARIF DES DOUANES.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'article 4 de la loi de tarif du 8 mai 1924 détermine comme suit les conditions d'application du *tarif maximum* :

« Sur délibération prise en Conseil des Ministres, le Gouvernement est autorisé à appliquer le tarif maximum en tout ou en partie, ou des droits compris entre ce tarif et le tarif minimum :

» 1° Aux marchandises originaires ou en provenance de pays qui se trouveraient sans arrangement commercial avec la Belgique, qui ne lui accorderaient pas le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation et de douane ou qui, par des prohibitions ou des restrictions édictées à l'entrée ou à la sortie, ou par l'application de droits ou taxes excessifs, porteraient gravement atteinte au commerce, à la navigation ou à l'industrie belges ;

» 2° Temporairement aux marchandises qui, à la suite de réactions économiques profondes déterminées dans les pays d'origine ou de provenance par le fléchissement considérable du change monétaire, pourraient pénétrer en Belgique avec des avantages tels que les conditions normales de la concurrence s'en trouveraient essentiellement viciées au point de mettre l'industrie nationale en grave péril.

» Le Gouvernement présentera aux Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session, un projet de loi qui ratifie les mesures prises en vertu de l'alinéa premier. Si le projet n'est pas adopté, les droits perçus ou, le cas échéant, l'excédent de ces droits, par rapport à ceux qui ressortent du tarif appliqué avant la mise en vigueur de l'arrêté, seront restitués dans la forme à déterminer par le Ministre des Finances ».

Dans la terminologie de l'article 4, les mots « tarif maximum » ont le même sens que les expressions tarif spécial, tarif différentiel, dont il est fait usage dans

notre système douanier pour viser le régime exceptionnel qui, par dérogation à la procédure généralement suivie, est assigné aux marchandises de certains pays.

Actuellement un tel régime est appliqué à diverses marchandises originaires ou en provenance de l'Allemagne ou de la Tchéco-Slovaquie. Or les tarifs qui s'y rapportent sont naturellement en harmonie, dans leur structure, avec celle du tarif ordinaire : la différence réside simplement dans la quotité du droit ou dans l'imposition de quelques articles qui, en tarif normal, sont libres à l'entrée.

Mais voici que le nouveau tarif, lequel comporte plus de 1,200 positions, s'est substitué à l'ancien qui n'en comptait que 70. Parallèlement les tarifs spéciaux ont conséquemment dû être réadaptés, taillés si on ose dire sur ce nouveau patron, et il ne faut pas s'étonner, dès lors, que dans leur forme ils prennent de longs développements.

Dans le fond les régimes spéciaux sont restés très approximativement ce qu'ils étaient et, à côté de quelques rajustements, nombreux même sont les cas où la charge supplémentaire, au regard de celle qui existe en tarif minimum, se trouve allégée par rapport au passé. C'est ainsi que, pour la vaste catégorie des machines, le droit nouveau en tarif maximum représentera, suivant les cas, de 12 à 24 % *ad valorem* tandis que, sous le régime actuel, rien que la surcharge — c'est-à-dire l'excédent d'incidence vis-à-vis du droit minimum — atteint 30 % de la valeur pour les machines en fonte et 20 % pour celles en fer ou en acier.

D'aucuns pourraient se demander si, étant donné la meilleure tenue de la monnaie dans les pays visés par les tarifs spéciaux, le maintien de tels régimes se justifie encore. Pas le moindre doute ne peut exister à cet égard, car il n'est pas que l'état du marché monétaire que l'on doit considérer, mais l'ensemble des contingences économiques, notamment l'application de droits excessifs et les obstacles dérivant d'un système étendu de prohibitions et restrictions d'entrée et de sortie, de contingentements et de licences. Or de ce chef, tant en Tchéco-Slovaquie qu'en Allemagne, le trafic de l'Union économique belgo-luxembourgeoise se trouve considérablement entravé. Ajoutons aussi que ce n'est vraiment pas au moment où des tractations sont engagées pour régler nos relations commerciales qu'il serait sage de se démunir avant l'action.

Un point qui reste à mettre en lumière est l'établissement de droits spéciaux pour quelques produits originaires ou en provenance de l'Autriche.

La raison initiale qui avait motivé l'instauration de régimes différentiels dérivait de l'écroulement monétaire. Encore le Gouvernement s'en est-il tenu dans ce domaine à des mesures restreintes, la question demeurant cependant ouverte puisque l'article 2 de la loi du 8 avril 1922, concernant les régimes spéciaux, prévoyait des extensions éventuelles d'application.

Multiplés sont les instances qui ont été introduites aux fins d'obtenir un meilleur endiguement des produits autrichiens dont les arrivages en Belgique sont par trop facilités en raison de la faible tenue de la couronne. Le Gouvernement de Vienne a compris lui-même qu'il pouvait en résulter sur notre marché une concurrence anormale puisqu'il a admis, dans le Protocole de signature du traité de commerce du 14 décembre 1923, que des droits spéciaux fussent établis.

Toutefois, le tarif différentiel visant l'Autriche est fort limité car il n'affecte que les 8 positions ci-après et, de plus, les multiplicateurs — c'est-à-dire les taux de majoration par rapport aux droits du tarif minimum — sont à leur tour modérés :

	Multipli- cateur.
N° 649. Feuilles de placage superposées et collées; feuilles de placage apposées sur un autre bois :	
<i>b)</i> Polies, laquées, teintées ou recouvertes d'un enduit.	2
<i>c)</i> Marquetées ou avec incrustations ou ornements estampés	2
N° 668 <i>b</i> 1. Futailles, cuves et cuveaux, montés ou démontés, y compris les douves et les fonds terminés, en bois autres que de chêne, neufs.	2
N° 674. Meubles en bois courbé, montés ou non montés :	
<i>a)</i> Peints, vernis ou décorés au feu ou autrement	1.2
<i>b)</i> Autres	1.6
N° 675. Fonds de sièges ou de dossiers, plaqués ou contreplaqués :	
<i>a)</i> Vernis, imprimés, pyrogravés, sculptés ou moulurés	1.5
<i>b)</i> Autres	2
N° 676. Fonds de sièges cannés	2
N° 1005. Clichés, planches et coins pour impression sur papier autre que de tenture, avec ou sans dessins.	2
N° 1100 <i>a</i> . Voitures automobiles dépassant un contingent annuel de 180 unités	1.15
N° 1125. Autos-pianos, droits ou à queue et appareils automatiques indépendants destinés à être placés à l'intérieur ou à l'extérieur du piano	1.2

* * *

L'article 7, § 1^{er}, de la loi du 8 mai 1924, qui est en corrélation avec l'article 4, porte ce qui suit :

« Les marchandises originaires des pays qui jouissent d'un tarif réduit ne peuvent être admises au bénéfice de ce tarif que s'il est justifié de leur origine dans les formes et conditions qui seront déterminées par le Gouvernement ».

La réglementation ancienne a fait ses preuves. Il a donc suffi de s'en inspirer pour l'élaboration des nouvelles dispositions.

* * *

Le projet de loi ci-après, que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à la Législature, tend à la ratification de l'arrêté royal du 24 octobre 1924 en vertu duquel ont été établis les tarifs différentiels dont il est question plus haut.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 DECEMBER 1924.

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE HET TOLTARIEF.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bij artikel 4 van de tariefwet van 8 Mei 1924 worden de voorwaarden van toepassing van het *Maximum-tarief* als volgt bepaald :

« Na beraadslaging genomen in den Ministerraad, is de regeering gemachtigd om gansch of ten deele het maximum-tarief, ofwel tusschen dit tarief en het minimum-tarief begrepen rechten toe te passen :

» 1° Op de goederen oorspronkelijk of herkomstig uit landen die met België geen handelsvergelijk mochten hebben, die het niet de behandeling op den voet der meest begunstigde natie in alles wat betreft den handel, de scheepvaart en de douane mochten verleen, of die, bij verbodsbepalingen of beperkingen bij den in- of uitvoer, of bij toepassing van overdreven rechten of taxes, aan België's handel, zeevaart of nijverheid bedenkelijk mochten afbreuk doen ;

» 2° Tijdelijk op de goederen, die, ten gevolge van diepgaande economische terugwerkingen in de landen van oorsprong of herkomst veroorzaakt door de aanzienlijke inzinking van den wisselkoers, in België mochten indringen met zulke voordeelen dat de normale voorwaarden der mededinging daardoor in de kern mochten geschokt worden, in zooveer onze nationale nijverheid ernstig in gevaar te brengen.

» De regeering onderwerpt aan de goedkeuring der Kamers, — onmiddellijk indien zij vergaderd zijn, zoo niet in den loop van den eerstvolgenden zitting, — een wetsontwerp tot goedkeuring van de maatregelen, krachtens het eerste lid genomen. Wordt het ontwerp niet aangenomen, dan worden de geïnde rechten, of, in voorkomend geval, het te veel dezer rechten, in vergelijking met die welke voortvloeien uit het tarief dat werd toegepast voordat dit besluit in voege kwam, teruggegeven in den vorm, door den Minister van Financiën te bepalen. »

In artikel 4 heeft het woord « maximum-tarief » dezelfde beteekenis als de uitdrukkingen bijzonder tarief, differentieel tarief, in ons tolstelsel gebezigd om te doelen op het uitzonderlijk regime dat met afwijking van de doorgaans gevolgde procedure op de goederen van sommige landen toegepast wordt.

Zulk regime geldt thans voor verscheidene, uit *Duitschland* of uit *Tsjecho-Slowakije* oorspronkelijke of herkomstige waren. Natuurlijk komen de desbetreffende tarieven in hunnen bouw overeen met dien van het gewoon tarief; het verschil is enkel en alleen besloten in het bedrag van het recht of in den aanslag van sommige, in normaal tarief tolvrije artikelen.

Doch nu is het nieuw tarief, met meer dan 1,200 posten, in de plaats getreden van het vroegere dat er maar 70 behelsde. In verband daarmee zijn de tarieven moeten herzien worden, of, indien wij ons zoo mogen uitdrukken, op dien nieuwen leest moeten geschoeid worden en het mag dan ook geen verwondering baren, indien zij aan lengte heel wat bijgewonnen hebben.

In den grond der zaak zijn de bijzondere regimes zoo goed als gebleven wat zij waren en, eenige heraanpassingen ter zijde gelaten, zijn er tal van gevallen waarin de bijkomende last, vergeleken met dien van het minimum-tarief, verlicht is tegenover hetgeen hij eertijds was. Aldus is voor de veelomvattende categorie der machines het nieuwe recht in minimum-tarief, volgens de gevallen, gelijk aan 12 tot 24 t. h. naar de waarde, terwijl in den bestaanden toestand de overlast alleen — t. i. z. wat nog boven het minimum-tarief te betalen is — voor de machines in gietijzer, 30 t. h. en voor die in ijzer of in staal, 20 t. h. van de waarde bereikt.

Ten overstaan van den beteren stand van het geld in de landen door de bijzondere tarieven getroffen, zouden sommigen zich kunnen afvragen of het handhaven van zulke regimes nog langer te billijken is. Niet de geringste twijfel kan daaromtrent heerschen, want men dient niet uitsluitend te letten op den valutastand, doch ook op het verband van alle economische verhoudingen samen, namelijk het toepassen van overdreven rechten en de hindernissen die het gevolg zijn van een uitgebreid stelsel van verboden en beperkingen bij in- en bij uitvoer, en van vergunningen. 't Is nu juist deswege dat, zoowel in *Tsjecho-Slowakije* als in *Duitschland*, het verkeer met het *Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond* aanzienlijke belemmering ondervindt. Laat ons hieraan ook toevoegen dat, nu onderhandelingen aangeknoopt zijn om onze handelsbetrekkingen te regelen, het waarlijk niet het gepaste oogenblik is om onze wapens van kant te zetten.

Wat opheldering verdient, is het vestigen van bijzondere rechten op sommige, uit *Oostenrijk* oorspronkelijke of herkomstige producten.

De aanvankelijke reden tot instelling van differentieele regimes lag in het waardeloos worden van het geld. En dan nog is de Regeering op dat gebied bij beperkte maatregelen gebleven; de quaestie bleef nochtans onopgelost, vermits bij artikel 2 der wet van 8 April 1922, betreffende de bijzondere regimes, gebeurlijke uitbreidingen van toepassing voorzien werden.

Van vele zijden is aangedrongen geworden ter bekoming van een sterkere indijking der *Oostenrijksche* producten, waarvan het binnenkomen hier te lande al te zeer in de hand gewerkt wordt door den lagen koers der kroon. Dat daaruit

op onze markt een abnormale mededinging zou ontstaan, heeft de Weener Regeering zelf begrepen, vermits zij in het onderteekeningprotokol van het handelsvergelijk van 14 December 1923 het vestigen van bijzondere rechten erkend heeft.

Het differentieel regime ten opzichte van Oostenrijk is zeer beperkt, want het slaat maar terug op de 8 hiernavermelde posten en, wat meer is, de vermenigvuldigers — t. t. z. de verhoogingen ten aanzien van het minimum-tarief — zijn ook weer gematigd :

	Vermenig- vuldiger.
N ^o 649. Bladen van fineerhout op elkander liggend en geplakt; bladen van fineerhout op ander hout gelegd :	
b) Gepolijste, verlakte, geverfde, of met een strijksel bedekt	2
c) Marqueteerde of met inlegsels of met gedreven versieringen	2
N ^o 668b 1. Vaten, kuipen en kuipjes, al dan niet gemonteerd, met inbegrip van de duigen en bodems, afgewerkt in ander hout dan eikenhout, nieuwe	2
N ^o 674. Meubels in kromhout, al dan niet gemonteerd :	
a) Geverfde, verniste of door inbranding of anders versierde	1.2
b) Andere	1.6
N ^o 675. Zitvlakken of achterleuningen, gefineerd of tegengefineerd :	
a) verniste, bedrukte, gepyrograveerde, gebeeldhouwde of met lijstwerk bekleede	1.5
b) andere	2
N ^o 676. Zitvlakken met rottingwerk	2
N ^o 1005. Cliché's, platen en kooien voor het drukken op papier ander dan behangselpapier, met of zonder teekeningen .	2
N ^o 1100 a. Automobielrijtuigen welke een jaarlijksch cijfer van 180 stuks te boven gaan	1.15
N ^o 1125. Auto-pianos, rechte of met vleugel, en onafhankelijke automatische toestellen bestemd om geplaatst te worden binnen of buiten de piano.	1.2

* * *

Artikel 7, § 1 der wet van 8 Mei 1924, dat met artikel 4 verband houdt, luidt als volgt :

« De goederen oorspronkelijk uit landen die een verminderd tarief genieten,

kunnen slechts tot het voordeel van dat tarief toegelaten worden indien hun oorsprong bewezen wordt in de vormen en de voorwaarden door de regeering te bepalen. »

De oude regeling is afdoend gebleken. Het volstond dus daarmede te rade te gaan voor het vaststellen van nieuwe bepalingen.

* * *

Hiernavolgend wetsontwerp, dat de Regeering de eer heeft ter Wetgeving in te dienen, strekt tot het bekrachtigen van het Koninklijk besluit van 24 October 1924, krachtens hetwelk bovenbedoelde differentieele tarieven ingesteld worden.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën.*

G. THEUNIS.

(1)

ANNEXE AU N° 27.

**Projet de loi relatif au tarif
des douanes.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de Nos Ministres
réunis en Conseil,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté, en Notre Nom, aux
Chambres législatives.

ARTICLE PREMIER.

L'arrêté royal du 24 octobre 1924,
établissant des tarifs douaniers spéciaux
applicables à certaines marchandises
originares ou en provenance de l'Alle-
magne, de la Tchéco-Slovaquie et de
l'Autriche, est ratifié.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre des
Finances, et Notre Ministre des Affaires
Étrangères sont chargés, chacun en ce
qui le concerne, de l'exécution de la
présente loi.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre
1924.

PAR LE ROI :
*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

BIJLAGE VAN N° 27.

**Ontwerp van wet betreffende
het tollarief.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil :

Op de voordracht van Onze in Raad
vergaderde Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud
volgt, zal in Onzen naam bij de Wetge-
vende Kamers ingediend worden.

EERSTE ARTIKEL.

Het Koninklijk besluit van 24 Octo-
ber 1924, tot vestiging van bijzondere
tollarieven op sommige, uit Duitsch-
land, uit Tsjecho-Slowakije en uit
Oostenrijk oorspronkelijke of herkom-
stige goederen, wordt goedgekeurd.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van
Financiën, en Onze Minister van Bui-
tenlandsche Zaken, zijn belast, ieder
wat hem betreft, met de uitvoering
dezer wet.

Gegeven te Brussel, den 5ⁿ Decem-
ber 1924,

ALBERT.

VAN 'S KONINGS WEGE :
*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,

PAUL HYMANS.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,

F. MASSON.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène, | De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

P. POULLET.

*Le Ministre des Sciences et des Arts, | De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

P. NOLF.

*Le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux publics, | De Minister van Landbouw
en Openbare Werken,*

B^{on} RUZETTE.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale, | De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

P. TSCHOFFEN.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes et Télégraphes, | De Minister van Spoorwegen, Zeezezen,
Posterijen en Telegrafien.*

XAVIER NEUJEAN.

Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,

P. FORTHOMME.

Le Ministre des Colonies, | De Minister van Koloniën,

H. CARTON.

Le Ministre des Affaires Économiques, | De Minister van Economische Zaken,

R. MOYERSOEN.
